

TLEMCEN

Du nouveau à l'est de la wilaya

Il faut peut-être rappelé une chose dont a souffert la population de ces localités de l'est du chef-lieu de la wilaya, pendant plus de deux décennies.

Rares ont été les visites ministérielles du côté de Ouled Mimoun, Bensekrane, Sid Abdely, Aïn Tallout, au moment où on assistait à un incessant ballet des ministres du côté de Nedroma par exemple.

Même sur le plan du développement local, cette région limitrophe de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès n'a pas été gâtée en matière d'investissements (allez savoir

pourquoi). Il a fallu beaucoup de doigté au wali de Tlemcen, au lendemain de son installation, pour rétablir un dialogue et surtout rassurer les Béni Smaïl et les autres tribus des «Chrègua», quant à une réelle prise en charge de leurs problèmes.

Lors de sa dernière visite de travail dans la daïra d'Aïn Tallout, le chef de l'exécutif a fait une halte

à Aïn Nehala, le premier village socialiste inauguré par le Président Houari Boumediène, c'est là tout un symbole. Mais, depuis, les habitants de Aïn Nehala vivaient dans une espèce de nostalgie.

Les choses commencent à changer pour cette population rurale, qui attendait depuis longtemps. Il y a plusieurs projets qui ont changé le visage de cette localité, notamment en matière d'urbanisme.

Profitant de cette visite du chef de l'exécutif, les citoyens ont fait

part de leurs principales préoccupations sur l'état des routes, le secteur de la santé et l'habitat rural.

Sur la question relative au réseau routier, le wali s'est engagé à lancer un programme pour la réhabilitation des axes routiers entre Aïn Nehala et Aïn Tallout et sur le long terme, il y aura la jonction entre la RN22 et l'axe autoroutier Est-Ouest, ce qui va désenclaver toute la région Est de la wilaya.

Parmi les projets visités et qui sont en cours de réalisation, il y a

les 50 logements sociaux et un lycée en phase finale de 800 places.

Un habitant de cette localité nous dira sur un ton des plus sérieux : «A une certaine époque, on ne savait plus si on était des citoyens de la wilaya de Sidi Bel Abbès ou celle de Tlemcen, Dieu merci, les choses sont claires aujourd'hui, même le fichier électoral a été corrigé.» Pour ces gens modestes et honnêtes, une simple visite leur a rendu espoir.

M. Zenasni

AÏN-SEFRA

Plus de 400 travailleurs de l'insertion sociale seront mis au chômage dès juin prochain

Plus de 400 travailleurs activant auprès des services de la commune de Aïn-Séfra, engagés par la DAS (Direction de l'action sociale) de la wilaya de Naâma dans le cadre de l'insertion sociale (filet social), seront mis à la porte dès le mois de juin prochain, a-t-on appris.

Dans une requête adressée aux autorités locales, les protestataires, dont des pères de famille ou des chargés de famille, demandent au premier responsable de la wilaya d'intervenir auprès des services concernés pour revoir

cette décision de mise à la porte, étant donné que certains de ces travailleurs ont cumulé entre 10 et 20 années de service par des CDD (contrat déterminé) de la DAS, d'autant plus qu'ils touchent une paie mensuelle, d'un peu plus de 5 000,00 DA, qu'ils considèrent

comme une prime modique. Or, certains agents qui ont fait carrière dans l'administration ont pris les devants et ont été chargés de la numérisation de l'état civil, de la biométrie, des élections et bien d'autres services informatisés de la commune.

Les travailleurs en question qui ont été saisis par correspondance de la DAS sous le n°753 du 4 avril 2017, les informant qu'il serait mis fin à leur contrat dès le mois de juin prochain, se demandent comment après avoir

acquis tant d'années d'expérience, ils seront remerciés de la sorte et se retrouveront quoi qu'ils le sont déjà, dans la précarité.

De ce fait, ils demandent aux autorités locales et au gouvernement de leur créer des emplois permanents et les titulariser définitivement dans leur poste. «Que justice soit faite pour nous, pères de famille», conclut la correspondance.

B. H.

MOSTAGANEM

Pour une bonne hygiène de vie durant le Ramadhan

La Direction du commerce a mis en évidence, lors d'une rencontre, les effets des grandes chaleurs sur les aliments périssables et sur la qualité de l'eau pendant la période du Ramadhan.

Des brigades mixtes de la DCP seront sur le terrain pendant le Ramadhan et durant toute la saison estivale pour s'assurer de la chaîne logistique alimentaire chez les commerçants mais aussi dans les restaurants.

Ces équipes ont également pour mission de s'assurer de la qualité de l'eau. Une attention particulière sera accordée au contrôle des produits alimentaires particulièrement périssables comme les produits laitiers, les glaces et les boissons.

Ainsi, les professionnels de la DCP ont animé une rencontre avant-hier à la bibliothèque Moulay-Belhamissi, qui entre dans le cadre du programme d'activités de ce ministère en matière d'information et de sensibilisation des consommateurs.

Cette rencontre est axée essentiellement sur le respect des conditions de conservation (notamment la chaîne de froid), la lutte contre

l'exposition et la vente des denrées alimentaires sur la voie publique ainsi que sur le respect des conditions d'hygiène.

«Le consommateur algérien n'est pas assez protégé face aux produits impropres à la consommation. Le commerce se développe d'une façon anarchique par le biais d'une publicité mensongère et d'autres transactions commerciales qui poussent sur la Toile». Telles ont

été les questions auxquelles ont répondu les conférenciers qui ont présenté des communications sur le sujet et insisté sur la protection du consommateur.

Enfin concernant l'eau, des analyses bactériologiques seront effectuées et seront recueillies dans les différents ouvrages hydrauliques.

A. B.

Arrestation du voleur des fonds de la Zakat d'une mosquée

Les services de la brigade d'intervention et d'investigation (BRI) de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont arrêté un individu âgé de 37 ans, originaire de Mostaganem et accusé de «vol des fonds de la Zakat» dans une mosquée à la cité des 800 logements, a indiqué hier mercredi la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Le mis en cause a été arrêté suite à une plainte déposée par l'imam de la

mosquée, faisant état du vol des fonds de la Zakat. Les éléments de la BRI ont intensifié les recherches et ont pu identifier l'auteur du vol qui a été arrêté et puis récupérer le butin du vol dans son domicile.

Présenté devant le magistrat instructeur près le tribunal de Mostaganem, il a été écroué.

A. B.

TIPASA

Les dates des examens scolaires connues

Nous venons d'apprendre par la voix de Madame la directrice de l'éducation de Tipasa que la date de l'examen de fin du cycle primaire (5^e année) appelé communément épreuve de l'examen d'entrée en 6^e, est fixée au mercredi 24 mai 2017.

Toujours selon la même source officielle, les épreuves concernant l'examen du brevet de l'enseignement moyen (BEM) sont, quant à elles, fixées pour le dimanche 4 juin 2017, le lundi 5 juin 2017 et le mardi 6 juin 2017. Quant aux épreuves du baccalauréat, elles auront lieu à raison de deux épreuves par jour durant les journées du dimanche 11 juin 2017, le lundi 12 juin 2017, le mardi 13 juin 2017, le mercredi 14 juin 2017 et le jeudi 15 juin 2017.

Où et comment se dérouleront ces épreuves ?

Toujours, selon les informations communiquées par Madame la directrice de l'éducation de Tipasa, l'année 2017 verra 33 832 élèves composer dans les trois cycles d'enseignement, soit 10 971 élèves pour le baccalauréat, des épreuves qui se dérouleront dans 33 centres d'examen ; tandis qu'il y aura 9 559 élèves qui composeront pour les épreuves du BEM dans 34 centres d'examen, et enfin il y aura la cohorte d'

élèves du cycle primaire soit 13 302 bambins qui affronteront l'examen de fin du cycle primaire (5^e année) appelé communément épreuve de l'examen d'entrée en 6^e, fixée au mercredi 24 mai 2017 et qui se déroulera dans 241 centres d'examen.

Cependant, force est de constater que ces épreuves qui se dérouleront en 2017 seront particulières, car les précédents événements de l'année 2016 furent une leçon et une expérience redoutables. En effet, les magouilles et trafics auxquels furent confrontés les examens de 2016, avaient nécessité d'effectuer le passage de nouvelles épreuves ; cela fut un épisode dramatique tant pour nos élèves, leurs familles, mais aussi pour les enseignants et l'administration.

C'est à ce titre et à la lumière de ce douloureux événement que Madame la directrice de l'éducation de Tipasa, vient de nous révéler que des dispositions particulières pour sécuriser ces examens, sont prises, notamment l'acquisi-

tion et l'installation de caméras de surveillance, au sein du centre de la banque de données avec l'installation de brouilleurs et la dotation des centres d'examen en groupes électrogènes.

Selon les révélations faites à ce propos par Madame la directrice de l'éducation de Tipasa, ces dispositions qui ont requis d'importantes dotations financières, matérielles et humaines, sont des dépenses que ne pouvait supporter seul le secteur de l'éducation nationale. Cette responsable évoquera à juste titre, l'intervention particulière, et exceptionnelle de Monsieur le wali de la wilaya de Tipasa, lors d'une visite de travail qui a été considérée comme salutaire à la lumière de l'insuffisance des moyens existants.

Le chef de l'exécutif s'engagea alors personnellement au nom de la wilaya à prendre en charge l'acquisition de ces moyens matériels, à l'instar des caméras, des groupes électrogènes et la mobilisation des moyens humains pour la réussite de cette opération, notamment la réquisition et la mobilisation des corps de la police, de la gendarmerie, des services et structures de soutien à cette opération, à la grande satisfaction de Madame la directrice de l'éducation

de Tipasa, qui a loué avec force «cette belle initiative au profit du pays, des élèves et du secteur de l'éducation». Ce fut par ailleurs, en marge de l'entrevue qui nous a été accordée par cette responsable où était présent le directeur de l'emploi, il nous a été révélé que s'agissant du corps des pré-emplois dédiés au secteur de l'éducation nationale, plus de 60% de ce corps vient de bénéficier d'une permanisation, dans le cadre du dispositif et des examens d'accès prévus à cet effet.

Toujours dans ce cadre et concernant les informations que nous avions obtenues au titre de l'année 2016, il a été révélé à ce propos que le nombre d'agents du dispositif DAIP pour l'ensemble de la wilaya fut de 11 541 dont 6 128 contrats CID ; 5 329 contrats CIP et 84 contrats CFI, dominés essentiellement par 2 148 contrats dédiés au secteur de l'éducation nationale et 2 171 contrats dédiés aux mairies et aux daïras ainsi que 1 074 contrats pour le secteur de la santé. Ainsi, lors du forum de la Radio, selon M. Brahimi, le directeur de l'emploi, le taux de chômage au niveau de la wilaya a été de 10,59% en 2016, traduisant une population au chômage de 23 628 personnes, pour une

population totale de la wilaya de 661 247 personnes. Il nous a été révélé, en outre, que le nombre de demandeurs d'emploi pour 2016 était de 21 574 personnes dont 15 860 hommes et 5 714 femmes. Le nombre de demandes dans le cadre du DAIP était de 9 440.

La mise en évidence de ces statistiques comparatives permet d'évaluer la répartition des emplois hors DAIP qui sont de 4 777 emplois dont 1 125 emplois pour le secteur administratif, 2 866 emplois pour le secteur économique et 786 emplois pour le secteur privé étranger. La répartition des emplois par statut a été de 4 274 emplois à titre temporaire et 89 emplois à titre permanent.

Concernant la ventilation du dispositif, il a été recensé 11 541 emplois dont 9 448 dans le cadre du DAIP et 2 093 dans le cadre du CTA, répartis en 64% dans le secteur administratif et 36% dans le secteur économique.

Ainsi, les effectifs du pré-emploi dédiés au secteur de l'éducation nationale semblent privilégiés sachant que plus de 60% de ce corps vient de bénéficier d'une permanisation. Cette opération vient de donner une bouffée d'oxygène à ce secteur spécifique et sensible.

Houari Larbi